

ÉVÉNEMENT

Tant pis si on se fâche

Les 12 tabous qui ravage

Cessons de nous mentir ! Tout le monde s'accorde sur la nécessité d'une réforme ambitieuse de l'éducation, mais personne ne veut faire sauter les verrous qui la bloquent depuis des décennies. Un peu de courage !

PAR CHRISTINE LAMBERT ET JOSEPH MACÉ-SCARON, AVEC LE SERVICE FRANCE

... tout le monde...

... l'école

Cela devrait être la grande affaire de ce quinquennat, l'ardente obligation : la jeunesse, pierre philosophale du candidat François Hollande. Le chef de l'Etat l'a réaffirmé avec éclat, le 23 janvier à Grenoble,

soulignant au passage son soutien à Vincent Peillon auquel « on demande tout ». On ne saurait mieux définir à la fois le détachement souverain avec lequel les amis politiques du ministre de l'Éducation nationale l'envoient au front et l'ampleur de la tâche à laquelle il est condamné à se dévouer.

L'a-t-il voulu, ce poste ! Il s'y est tant préparé ! Il était le meilleur, l'homme de la situation, comme Xavier Darcos en son temps. Il l'a eu et en a tiré orgueil, au point de ne pas voir qu'il était le seul sur les rangs, preuve de la désinvolture de ses camarades sur un sujet qui est – du moins dans les discours – essentiel au Parti socialiste. Vincent Peillon est seul. Seul face à la bronca des enseignants, qui ont adopté la stratégie des grèves à répétition pour harceler le ministre. Seul face aux lobbies des parents d'élèves ou des hôteliers. Seul quand, en Conseil des ministres, il présente sa prudente réforme qui vise à colmater les brèches d'un vaisseau qui sombre dans une indifférence courtoise politique et médiatique. Peillon et l'éducation, c'est le *Titanic* sans l'orchestre. Bien sûr, il ne s'agit que d'école et du devenir des générations futures, pas des déficits budgétaires à contenir, pas des 3 %, pas des « 75 % », pas des banques... Que vaut l'« intérêt de l'enfant », si souvent brandi ces derniers temps, face à l'égoïsme des adultes qui ne protègent que leur confort – leur mercredi, leur week-end de deux jours, leurs vacances... ? Détendre les rythmes scolaires ? Une mesure de bon sens pour les écoliers, mais il n'en faut pas plus pour que les enseignants décrètent la grève dans un bel ensemble.

S'attaquer aux résistances

« On demande tout » à Peillon, comme on demande tout à l'école. Car l'Éducation nationale en France, plus que partout ailleurs dans le monde, semble investie de multiples missions : instruire nos enfants, transmettre les savoirs et accroître l'éveil des esprits, former les consciences des futurs citoyens, permettre à chacun de trouver sa place dans le monde



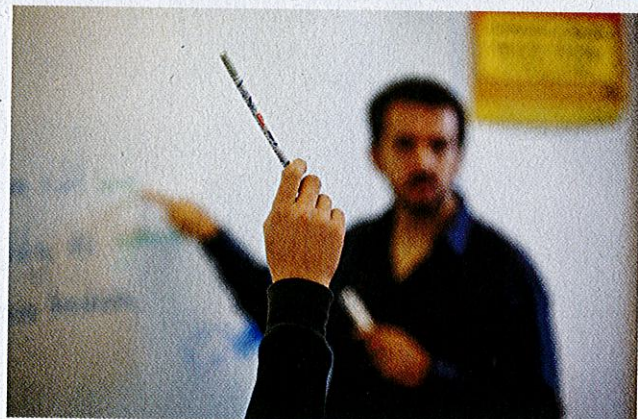
lionel préau / reservoirphoto

PEILLON, TOUT SEUL

Le ministre de l'Éducation, avec sa prudente réforme qui vise à colmater les brèches d'un vaisseau qui sombre, se retrouve bien isolé.

PARIAS DE LA RÉPUBLIQUE

Un enseignant certifié commence sa carrière avec un salaire de 1 700 € net et il est parachuté en zone d'éducation prioritaire sans la moindre formation pratique.



georges bartoli / fedéphoto

du travail, redistribuer l'égalité des chances et être le liftier de l'ascenseur social. Sans oublier, de plus en plus, d'apporter des réponses à chacun des problèmes qui empoisonnent la société. Avec le temps, d'autres missions plus triviales sont venues se surajouter : l'école garderie, l'école psy, l'école famille, l'école distraction, l'école garde-chiourme, l'école centre d'hygiène...

Tous ceux qui ont tenté de réformer l'école s'y sont cassé les dents. Les plus habiles, comme les plus convaincus. Rue de Grenelle, pas un ministre n'a survécu à une grève d'ampleur, au point que l'on se demande si un « bon » ministre de l'Éducation nationale ne doit pas se borner à être un bon ministre de la rentrée scolaire. Le minimum syndical, quoi ! Peut-être faut-il accepter qu'on ne puisse mener à bien qu'une seule grande réforme par quinquennat et être prêt pour cela à s'attaquer à toutes les résistances, à tous les blocages idéologiques. A tous les tabous. Nulle part l'impossibilité de réformer ne se fait autant sentir que dans l'éducation. Droite et gauche, depuis longtemps, se partagent la responsabilité de ce désastre annoncé. Aussi vouloir refonder l'école est-ce prendre le risque de se fâcher avec tout le monde. François Hollande doit prendre ce risque. Comme le disait Shakespeare, « être grand, c'est épouser une grande querelle ». ■ CH.L. ET J.M.-S.

1 Oui, les profs sont déclassés

Il paraît qu'à une époque l'enseignement était considéré comme une noble tâche, que les professeurs étaient respectés par les élèves comme par leurs parents en tant que véritables hussards de la République. « Jusque dans les années 60, le professeur était un notable, au même titre que l'avocat ou le médecin, explique Christian Godin, professeur de philosophie. Aujourd'hui, il est déclassé. La société repose sur d'autres valeurs. » Au premier rang desquelles l'argent, dont nos enseignants disposent en quantité modeste : un professeur certifié commence sa carrière avec un salaire d'environ 1 700 € net. A ce tarif, le débutant gagne le droit d'être catapulté en zone d'éducation prioritaire sans la moindre formation pratique. « Première heure de cours d'une amie dans sa nouvelle classe, elle se retourne pour écrire au tableau et un cutter passe à côté de sa tête », raconte un jeune prof d'histoire. Un sort peu enviable, et peu envié : entre 2011 et 2012, le nombre d'inscrits au Capes a chuté de 28 %. Ceux qui s'accrochent au nom de leur vocation se disent dégoûtés par l'image de fainéants qui leur est renvoyée au visage. « Ce qui est usant, ce sont ces remarques quotidiennes : "T'es fatiguée ?



CORPORATISME Le réflexe n'en finit pas d'irriter. L'ultime bataille des enseignants (ici une manifestation à Paris le 22 janvier contre le retour à la semaine de 4,5 jours) : "Touche pas à mon mercredi !"

nicolas tavernier / réa



paul burns / getty images

FABRIQUE D'ANALPHABÈTES

Entre 2000 et 2009, la France a perdu 9 points en compréhension et 10 points en maths, alors que la moyenne des pays de l'OCDE a grimpé sans fléchir !

Mais t'inquiète pas, t'es en vacances dans cinq semaines !" Je ne les relève même plus. Personne ne se rend compte du temps qu'on passe à préparer les cours et à corriger », soupire Marion, professeur des écoles à Paris. Un avis que partage Sarah, agrégée de philo : « La dévalorisation des fonctionnaires en général et des profs en particulier a atteint son paroxysme sous la droite sarkozyste. Avec, en contrepartie, un effet négatif sur les gamins qui, entendant ça du matin au soir, ne sont pas particulièrement enclins à respecter leur enseignant... » Les hussards sont devenus les parias de la République. ■ ÉLODIE EMERY

2 Non, les profs ne pensent pas qu'aux enfants

Cette fois, ce n'est pas un ministre qui a levé le tabou, mais une figure populaire qui ne se mêle jamais de politique, la star des pédopsychiatres, le Pr Marcel Rufo : « Le problème, c'est que, dès qu'on touche au corporatisme des enseignants et au petit confort des parents, le drame est en route », a soupilé dans une interview à la Provence le médecin favorable « au nom de l'intérêt de l'enfant » au réaménagement des rythmes scolaires.

A chaque réforme, de droite comme de gauche, le mot resurgit aussi tenace qu'un chewing-gum collé au tableau :

« corporatisme ». De la pétition des profs d'histoire-géo contre la refonte de la première S en 2009, jugée « corporatiste » par Luc Ferry, ex-ministre de l'Éducation, au coup de colère d'un Bruno Julliard fustigeant le « conservatisme » des syndicats enseignants après avoir claqué sa démission comme conseiller de Vincent Peillon, le réflexe protectionniste des profs n'en finit pas d'irriter. Leur ultime bataille : « Touche pas à mon mercredi ! »

Plus ils portent l'école à bout de bras, dévoués, lâchés en ZEP, usés par la pression des parents, plus ils défendent leurs intérêts, ou ce qu'il en reste. « Or, ce n'est pas du rythme des enseignants qu'on doit parler en priorité, mais de celui des enfants, fustige Jean-Jacques Hazan, président de la FCPE. La semaine des quatre jours, c'était une formule pour les adultes inventées par les adultes. » Leur profession demeure, avec la police, l'une des plus syndiquées en France : malgré un recul depuis trente ans, leur taux de syndicalisation avoisinerait les 25 %, contre 8 % chez le reste des salariés. ■ MARIE HURET

3 La France, bonnet d'âne de l'Europe ?

Résultats très insuffisants, pas même la moyenne : au coin, la France ! Vous me copierez 100 lignes ! La « fabrique à cré-tins », dénoncée dans un essai tonitruant

par Jean-Paul Brighelli en 2005, fabrique-t-elle en outre des analphabètes ? Oui, si l'on en croit la dernière enquête Pirls, qui mesure les performances en lecture des élèves de CM1 à l'échelle internationale. Avec un score de 520 points, notre pays se situe bien en deçà de la moyenne européenne (534 points). Double punition : la baisse de niveau touche les bons élèves, quand les mauvais s'enfoncent, toujours plus nombreux. Le pourcentage d'élèves français les plus avancés chute de 7 % en 2001 à 5 % en 2011, alors que nos chères têtes blondes sont surreprésentées parmi les plus faibles (32 %).

Et ce n'est pas l'enquête Pisa, principale évaluation mondiale des systèmes d'éducation, attendue en 2013, qui risque de nous redonner le moral. A chacune de ses dernières publications par l'OCDE, tous les trois ans depuis 2000, le « modèle français » en prend pour son grade : poussif, coûteux, inégalitaire. Pis, entre 2000 à 2009, nous avons perdu 9 points en compréhension et 10 points en maths, alors que la moyenne des pays de l'OCDE a grimpé sans fléchir ! Une sacrée baffé qui aurait dû nous secouer. Pensez-vous ! L'Allemagne, épinglée au tournant du XXI^e siècle, a réussi à redresser la barre ; la France a préféré planquer ce peu flatteur carnet de notes. Circulez, y a rien à apprendre. ➤

DÉBÂCLE À GAUCHE

Claude Allègre - ici, à Lyon le 29 avril 1998 -, ministre de l'Éducation de 1997 à 2000, a accumulé les expérimentations hasardeuses.

DÉBANDADE À DROITE En 2009, étudiants et enseignants protestent contre la réforme brouillonne et inadaptée de la formation des maîtres voulue par le président Sarkozy.



stéphane ruet / sigma / corbis



vincent boisot / riva press

➤ En revanche, nos élites s'émeuvent chaque année de constater que seules deux universités françaises s'incrument difficilement dans le top 100 du prestigieux classement de Shanghai. Comme si c'était le plus grave. ■ CH.L.

4 Une machine à reproduire les inégalités sociales

Soyons francs, l'école de la méritocratie et de l'excellence républicaine, celle qui offrirait aux élèves des chances égales de réussite, celle dont la France se gargarise avec fierté et nostalgie, n'existe pas. Osons même le dire tout haut : elle n'a jamais existé ailleurs que dans l'imaginaire collectif. Pis, notre système éducatif est pensé et articulé pour une moitié des élèves, ceux qui sont issus des classes favorisées. Aujourd'hui, loin de réduire les inégalités sociales et culturelles, il a même tendance à les creuser.

En fin de CM2, 41 % des enfants d'ouvriers ont un niveau faible en français et en maths, contre 7 % des enfants de cadres. Le collège et le lycée ne feront qu'accentuer la situation apparue en primaire : 76 % des enfants de cadres ou d'enseignants et 20 % seulement des enfants d'ouvriers empochent le bac ;

21 % des enfants d'ouvriers sont sans diplôme, 8 % des enfants de cadres. Le processus se renforce encore dans l'enseignement supérieur. Les prépas aux grandes écoles comptent 51 % de rejetons de cadres et d'enseignants, et 6,3 % d'ouvriers.

Certes, l'influence des aspects économiques, sociaux et culturels du milieu familial sur la réussite scolaire est une donnée universelle. Mais la France à prétention égalitaire réussit plutôt moins bien que d'autres pays à en atténuer les conséquences. Que faire, comme disait l'autre ? Mettre le paquet sur le primaire où tout se noue, Peillon l'a bien compris. Et ouvrir d'autres accès à l'emploi. Car, paradoxalement, l'importance accordée aux études dans la réussite sociale creuse davantage encore les inégalités scolaires elles-mêmes corrélées au milieu de naissance. Le serpent se mord 12 fois la queue !

En France plus qu'ailleurs, et bien plus que par le passé, le destin social d'un individu se joue sur le diplôme - et tout le monde applaudit cette méritocratie de façade. Alors qu'à l'opposé les pays qui développent d'autres accès à l'emploi et à un statut corrigeant plus efficacement les inégalités scolaires : c'est le cas de l'Allemagne, qui valorise la formation professionnelle. ■ CH.L.

5 Pourquoi la gauche est responsable du délitement

Deux hommes sans légitimité, Claude Allègre et Philippe Meirieu, ont dicté pendant plusieurs décennies le programme éducatif du PS. Dans un duo d'enfer, l'un à la grosse caisse et l'autre au pipeau, le ministre et l'expert ont accumulé les expérimentations hasardeuses, allégeant les programmes tout en alourdissant la pédagogie. Directement ou par Lang et Jospin interposés, ils ont réussi l'exploit de briser le pacte culturel et électoral qui liait la gauche avec l'école.

Quelques défaites électorales plus tard - Chevènement, en 2002, Bayrou et Sarkozy, en 2007, ayant, tour à tour, fait leur miel de ce divorce -, le PS a fini par se débarasser des mistigris : Meirieu vieillit chez les écologistes et Allègre, chez Sarkozy, si bien que François Hollande a pu bénéficier d'un léger retour d'affection. Pour autant, la défaite de la pensée pédagogue n'a pas encore débouché, au sein du PS, sur une refondation idéologique consensuelle. Pour résumer, la lucidité d'Alain Finkielkraut est admise, mais ses préconisations rebutent encore en raison de leur coloration nostalgique. Quant à la méthode Allègre, tout en outrance, elle resurgit régulièrement

dans les manières de Vincent Peillon, un faux calme.

Jadis partisan du droit d'inventaire sur les échecs de son camp, le ministre philosophe n'a pas voulu dénoncer explicitement les errements du tandem qui sévissait avant lui. En conséquence, son ambition de remettre au goût du jour la tradition émancipatrice de la gauche, l'école permettant au citoyen de s'élever dans la société, passe pour une coquetterie. Et son choix de scolariser les enfants à partir de 2 ans - idéologiquement lourd et budgétairement courageux - ne galvanise ni les parents, ni les profs. ■ DANIEL BERNARD

6 Comment Sarkozy a aggravé la situation

Sans discours tonitruant, ni présupposé idéologique apparent, le sarkozysme a pourtant porté de rudes coups à l'enseignement. S'il y a bien un domaine où le droit d'inventaire devrait être exercé, c'est bien celui-là. Qu'il s'agisse de la réforme brouillonne et inadaptée de

la formation des maîtres, des cours de « tronc commun », de l'absence de revalorisation des statuts des profs entraînant un effondrement des vocations, des rythmes scolaires et de la fameuse et fumeuse semaine de quatre jours, de l'assouplissement de la carte scolaire qui s'est soldé par une augmentation de la ségrégation sociale et ethnique, de la réduction drastique des effectifs (plus de 65 000 postes d'enseignants ont été supprimés au nom du principe de non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique) - alors que, dans le même temps, le nombre d'élèves augmentait en primaire et au collège -, de la baisse générale des moyens. Un chiffre : le budget du ministère de l'Education nationale ne représentait plus que 21 % du budget de l'Etat en 2010 contre 28 % en 2007.

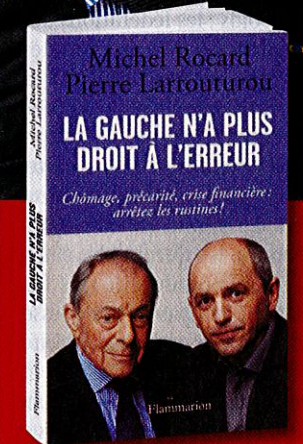
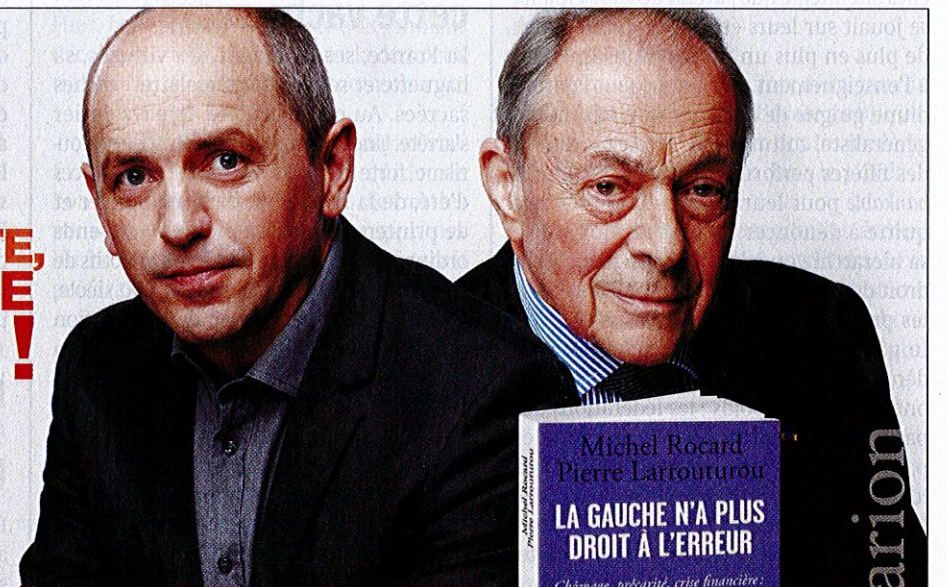
L'attaque a été si frontale que certains observateurs se sont demandé si l'occupant de l'Elysée ne rêvait pas secrètement à une privatisation rampante de l'Education nationale. Cours et prépas privés ont connu ces dernières

années une croissance exponentielle et l'enseignement privé s'est, en général, fort bien porté durant ces cinq années. Reconnaissons que le choix de Luc Chatel était parfait pour cet exercice. Invité de RMC, le ministre s'était fait recalcr par Bourdin sur un calcul mental de CM2. Zéro pointé. ■ J.M.S.

7 Les parents d'élèves, ces boulets

Le chiffre fait frémir : aujourd'hui, la moitié des enseignants disent avoir souscrit une « assurance agression » pour se protéger de la violence de certains élèves... et de leurs parents ! Selon les statistiques de l'Autonomie de solidarité, une association de soutien aux enseignants, sur les 4 021 dossiers d'assurance traités au cours de l'année 2011-2012, 65,44 % l'étaient pour « insultes et menaces » de la part du responsable légal et un tiers pour « agressions légères ». Des chiffres qui témoignent d'une cohabitation de plus en plus difficile entre professeurs et parents. Les familles ont tendance à confondre les enseignants >

CRISE DE DROITE, SOLUTIONS DE GAUCHE !



« Un des livres les plus importants de ce début d'année. »

Daniel Fortin, *Les Echos*

« Un livre-choc. »

Anne Bariet, *l'express.fr*

« Original et très stimulant. »

Patrick Cohen, *France Inter*

Flammarion



COHABITATION DIFFICILE

Les parents d'élèves ont tendance à confondre les enseignants avec le psy, la baby-sitter... ou l'imbécile de service.

rapahél helle / signatures

➤ avec le psy, la baby-sitter... ou l'imbécile de service. Surtout, confrontées à la crise économique et à celle de l'école républicaine, elles ont intégré que l'avenir de leurs enfants se jouait sur leurs études, et développent de plus en plus un rapport consumériste à l'enseignement. Elles se fichent comme d'une guigne de la dimension éducative, généraliste, culturelle de l'école et exigent des filières performantes et des diplômes *bankable* pour leurs chères têtes blondes, quitte à dénoncer un prof récalcitrant à sa hiérarchie ou à le traîner en justice. Un droit de regard légitime, non ? Après tout, les profs ne sont-ils pas payés avec leurs impôts ? Pour défendre ce qu'elles considèrent comme leur bon droit, les familles ont des alliés de poids : les fédérations des parents d'élèves (parfois dirigées par des parents eux-mêmes enseignants), que la loi Jospin a fait entrer dans l'école en 1989. Depuis, les parents participent aux décisions concernant leurs enfants, en vrais « partenaires » de la « communauté éducative », mais ils peuvent aussi tout contester, les notes, les méthodes, les devoirs, les sanctions. Aujourd'hui, le président de la FCPE, Jean-Jacques Hazan, veut passer à la vitesse supérieure et milite pour une « coéducation » des enfants, partagée entre les familles et les profs, « pour en finir, dit-il, avec l'opposition systématique entre les parents et les enseignants ». On craint le pire ! ■ PERRINE CHERCHÈVE

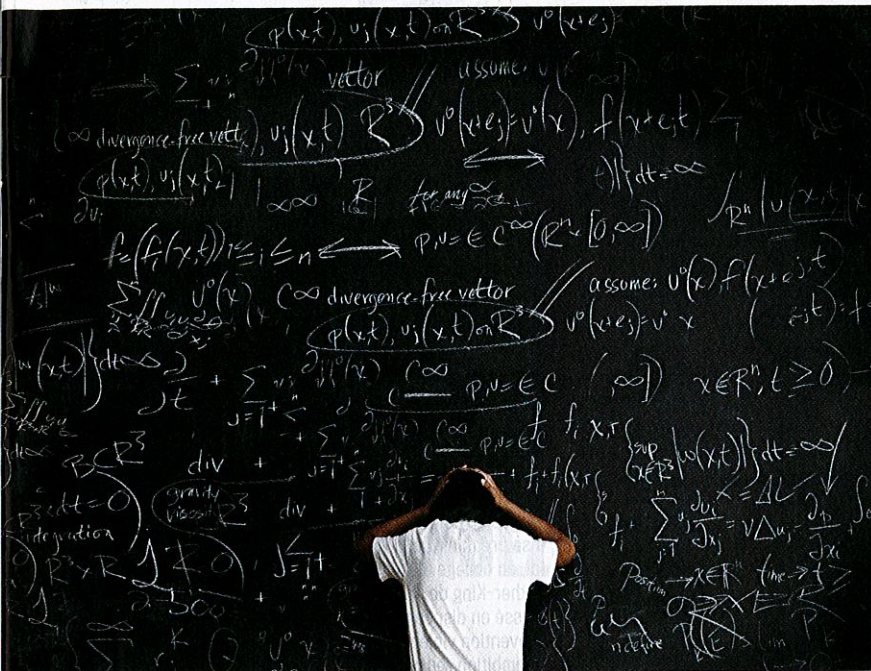
8 Les grandes vacances, cette vache sacrée

La France, ses fromages, ses villages, sa baguette et ses vacances scolaires, vaches sacrées. Au cœur de l'été, le pays entier s'arrête. Une aubaine pour l'industrie du tourisme, forte de ses 300 000 emplois. Vacances d'été, de la Toussaint, de Noël, d'hiver et de printemps, sans oublier les week-ends ordinaires : à l'arrivée, 144 jours effectifs de présence à l'école. Au sortir du XIX^e siècle, dans cette France encore rurale, l'instruction publique a topé avec le monde paysan, en acceptant le retour des enfants aux champs pour les récoltes. Résultat : du solstice d'été à l'équinoxe d'automne, on compte plus de deux mois de vacances. Trois mois si l'on ajoute les fermetures d'établissements pour cause d'examen. Cette exception française a maintenant un redoutable champion en la personne des hôteliers. Ce n'est pas un hasard si les vacances sont constituées en multiples de belles semaines pleines, « très appréciées de l'hôtellerie », comme le note un rapport parlementaire sur les « rythmes scolaires ». *Idem* pour le principe du zonage, instauré en 1964, en pleine montée de la société de loisirs, qui permet de décaler les départs selon trois zones et de maximiser ainsi l'occupation des infrastructures

touristiques. Malin. Qu'importe si cela remet en cause le rythme « 7/2 », sept semaines de cours, deux semaines de congés, reconnu comme le meilleur pour les enfants. Ce principe ne sera appliqué rigoureusement qu'une seule année, en 1986-1987, avant d'être balayé par l'offensive des armées coalisées des professionnels du tourisme alpin, des transports routiers et ferroviaires. Preuve que ce lobby a toujours la haute main sur les rythmes scolaires de nos enfants : Peillon, évoquant la hausse du volume horaire hebdomadaire et sa contrepartie, une réduction des vacances d'été, « n'écarte pas » leur zonage. ■ E.M.L.

9 Les programmes scolaires ? Une vraie folie !

Pas une rentrée scolaire sans sa crispation autour des programmes. En 2011, c'est la présence d'un chapitre sur la théorie du genre dans les manuels de sciences de la vie et de la Terre qui fâche les organisations catholiques et 80 députés UMP. En 2010, l'introduction de leçons sur les civilisations africaines dans les cours d'histoire. Régulièrement, c'est l'enseignement des sciences économiques et sociales, trop « marxiste » pour les uns, trop « libéral » pour les autres, qui suscite la polémique. Au-delà des querelles de chapelles, ➤



plainpicture / image source



BLANDINE EST LIVRÉE AUX BÊTES

coll. jonas / kharbine-tapabor

DICTATURE DES MATHÉMATIQUES mais disparition de l'histoire et de la géographie en classe de terminale S. Cherchez l'erreur !

DÉLIQUESCENCE DES CONTENUS Pas de rentrée scolaire sans sa crispation autour des programmes. A force de les simplifier, le niveau baisse. Illustration de "Notre premier livre d'histoire", 1959.

➤ la déliquescence des contenus inquiète. A force de simplifier les programmes, le niveau baisse. Pour Laurent Wetzel, ancien professeur d'histoire-géographie, la suppression de cette matière en classe de terminale scientifique est une aberration. « Même en prenant l'option de deux heures par semaine, ce qui est le cas de 40 % des élèves de terminale S, ce sont cinquante années de l'histoire de France qui ne sont pas étudiées ! » tonne l'auteur de *Ils ont tué l'histoire-géo* (François Bourin éd.). Et ce n'est pas la seule impasse. En première, le thème « l'islamisme depuis la fin des années 70 » a disparu au profit de la seule étude de l'attentat du 11 septembre 2001. Au collège, la crise de 1929, l'Italie de Mussolini, l'histoire des syndicats ne sont plus au programme. L'apprentissage suivant la chronologie des événements a disparu il y a trente ans, laissant place à une approche thématique et transversale où l'élève n'a plus aucune chance de se repérer dans l'histoire.

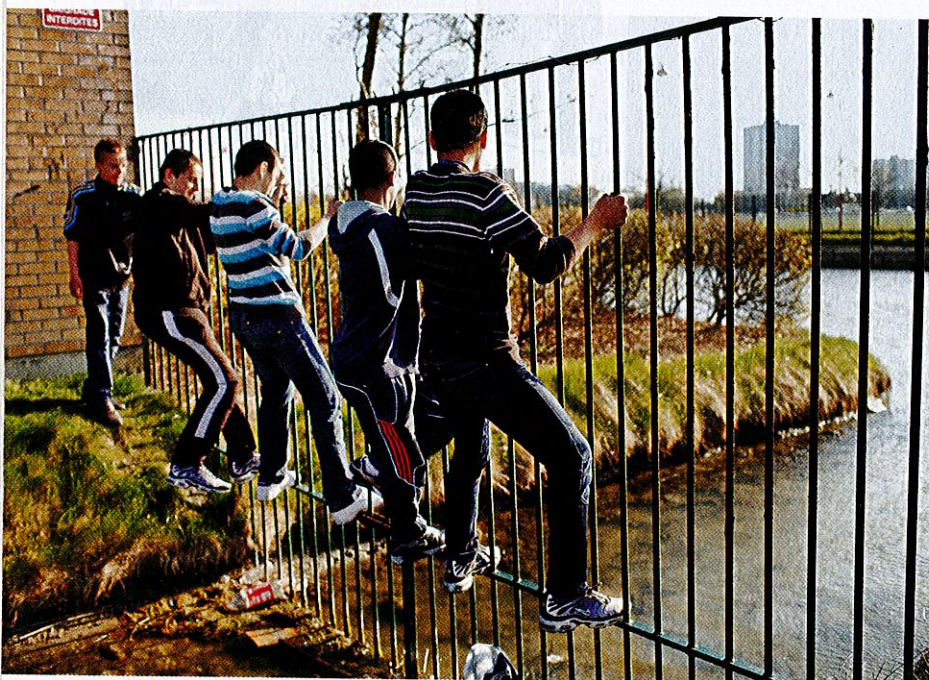
Que dire de la dictature des mathématiques, la matière la plus enseignée avec le français, et qui détermine arbitrairement les parcours d'excellence, comme le latin autrefois ? En 2006, un collectif de profs dénonçait déjà dans les *Programmes scolaires au piquet* (Textuel) des savoirs et savoir-faire revus à la baisse. Les résultats de ces restructurations ne se sont pas fait attendre : l'école française ne cesse de dégringoler dans les classements internationaux. ■ CLOTILDE CADU

10 Le problème n'est pas l'argent, mais comment on l'utilise

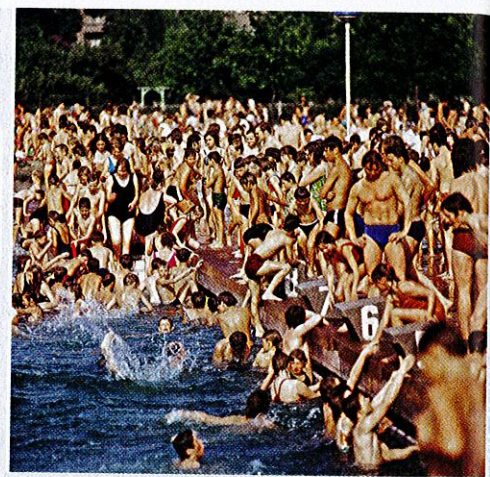
Il y a des ministres heureux, même à gauche sous la crise. C'était le cas de Vincent Peillon le 8 novembre dernier, lorsqu'il venait défendre son budget de « rupture » pour l'Education nationale devant les députés. Effectivement, l'effort financier inscrit dans la loi de finances pour 2013 est considérable, surtout en temps de crise budgétaire globale du pays. Le budget de l'éducation scolaire (maternelle + élémentaire + collège et lycée) représentera cette année un coût de 64 milliards d'euros, soit une augmentation de près de 2 milliards par rapport à 2012. L'effort devrait être poursuivi jusqu'en 2015, selon les prévisions triennales. Au bout du quinquennat, 60 000 postes supplémentaires devraient avoir été créés. Reste que, comme le dit le ministre de l'Education nationale lui-même, « la rupture, cela ne veut rien dire en soi ». Les quelques milliards jetés dans la machine ne remédieront pas à eux seuls aux déséquilibres français. Car l'argent est mal réparti. Ainsi la France a historiquement favorisé le secondaire par rapport au primaire, alors que c'est précisément là que tout se joue. Ainsi

nous dépensons pour les écoliers 19 % de moins que la moyenne des pays de l'OCDE, mais 30 % de plus pour les jeunes collégiens et lycéens. Cherchons l'erreur ! De même, malgré le système très étatisé de l'école, la France génère davantage d'inégalités entre ses élèves du primaire que la plupart de ses voisins où ce sont les collectivités locales (municipalités, régions,...) qui sont les premiers financeurs de l'enseignement hors les universités. Les disparités sont légion. La Cour des comptes a révélé l'an dernier que l'Etat dépense 2 861 € par an pour un élève de primaire de l'académie de Créteil, contre 3 134 € pour un élève de Paris. Soit 10 % de plus. Mais, pour le secondaire, l'écart s'élève à 47 %. Et comment expliquer que, dans la Seine-Saint-Denis, seuls 0,9 % des enfants de moins de 3 ans ont une place à l'école, contre un peu plus de 4 % dans l'académie de Créteil, quand la moyenne nationale est de 13,4 % ?

Il ne suffira pas d'un quinquennat pour redresser la barre et surtout pas pour accéder au rêve de Vincent Peillon : retrouver des horaires d'enseignement décents. « Pourquoi refusons-nous à nos enfants les bienfaits dont notre génération a bénéficié ? » s'exclame-t-il. « Sa génération » est celle des écoliers de 1968 qui, selon l'historien de l'éducation Antoine Prost, passaient 175 jours en classe, ➤



c. fohlen / divergence



FORTERESSE ASSIÉGÉE
L'école ne parvient plus à se prémunir de la violence. Ici, au collège Martin-Luther-King de Calais, classé en dispositif prévention violence et ambition réussite.

EXCEPTION FRANÇAISE
Vacances d'été, de la Toussaint, d'hiver et de printemps... On compte plus de quatre mois de vacances. Trop, c'est trop...

> contre 140 aujourd'hui, et recevaient 1 050 heures d'enseignement, contre 840 actuellement. On mesure là l'obstacle majeur : pour revenir à cet âge d'or, il faudra pouvoir augmenter le salaire des profs. Et là, le ministre n'a pas le premier fifrelin. ■

HERVÉ NATHAN

11 Cachez cette ségrégation ethnique...

C'est encore sous le terme pudique de « diversité » que la « communauté éducative » évoque la ségrégation ethnique de certaines classes. En 2010 pourtant, dans un rapport explicite, le Haut Conseil à l'intégration pointait l'articulation évidente entre la progression parallèle de l'illettrisme et des concentrations migratoires. L'année suivante, le Conseil économique, social et environnemental pointait, parmi d'autres réalités à traiter : « Au total, la scolarité secondaire des enfants de parents immigrés, qui représentent environ 10 % des élèves entrant en 6^e, est bien plus aléatoire et erratique que celle de la population majoritaire. » Hélas, si les atteintes à la laïcité ont été prises en compte et combattues à travers l'interdiction des signes religieux ostentatoires, le fardeau scolaire de l'immigration demeure négligé. Bien

souvent, ce problème spécifique est élargi à son corollaire, la ségrégation sociale, au risque de le noyer.

A Courcouronnes (Essonne) ou dans l'Est parisien, les profs constatent que la méconnaissance du français ne concerne pas seulement les nouveaux arrivants. Or, seuls ces derniers sont pris en charge dans des classes d'accueil, apparemment efficaces. D'autres, enfants nés en France d'immigrés non francophones, sont plongés dans le bain commun. A charge pour les enseignants d'instruire sans moyen ni formation spécifique des élèves déjà réticents à l'égard du système scolaire. Pour des raisons budgétaires, et parfois au nom du principe d'égalité, l'adaptation des effectifs en fonction de la maîtrise de la langue a été écartée au profit des seuls critères sociaux. *Idem* pour le « busing », qui consiste à véhiculer les enfants afin de les éduquer loin de leur ghetto. ■ D.B.

12 L'école n'est plus un sanctuaire

Une école indépendante et protégée. Longtemps a prévalu la fable d'une école républicaine soustraite aux influences idéologiques, économiques et sociales, aux fracas du monde extérieur. Pour continuer, il aurait fallu que l'école

puisse se prémunir de la violence, de l'intrusion, de la mise en question. Elle aurait dû maintenir entre ses murs ses règles, sa culture et ses codes. Mais cette école-là a disparu. Il suffit d'évoquer les caméras, les portiques de sécurité ou la présence de la police. Un « nouveau » métier est apparu : l'année dernière, 500 assistants chargés de prévention et de sécurité (APS) ont été affectés dans les établissements exposés.

Ces dernières décennies, l'école s'est ouverte à tous. Ce fut là le grand changement et non « l'ouverture sur la vie », comme l'annoncent certains esprits plus élitistes que républicains. La société tout entière dans sa diversité avec ses conflits, ses cultures, ses enseignements est entrée dans l'enceinte. Vouloir revenir trente ans en arrière serait non seulement un vœu pieux, mais une démarche source d'inégalités et de tensions encore plus fortes. Réformer l'école, c'est refuser qu'elle se comporte comme une assiégée ou comme l'hôtel du libre-échange. C'est, à l'inverse, partir d'elle pour réaffirmer les valeurs de culture, de transmission, d'admiration et de création. L'école ne doit pas s'ouvrir à l'extérieur, c'est le monde qui doit s'ouvrir à l'école. Les hussards doivent repartir d'elle à l'assaut de la République, ce qui demande de la constance mais aussi des moyens, beaucoup de moyens. ■ J.M.-S.